



**PRÉFET  
DU MORBIHAN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Bretagne**

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

Service eau biodiversité risques  
Unité gestion des procédures environnementales

Installations classées pour la protection de l'environnement

**ARRÊTE PRÉFECTORAL DE PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES DU - 8 JUL. 2024**  
portant modification des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 octobre 2017  
**Société SARL LE CUNFF-LUCAS**  
**lieu-dit Bonvallon – 56150 GUENIN**

Le préfet du Morbihan  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

**Vu** le décret n° 2018-458 du 6 juin 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment par la suppression du régime de l'autorisation et la création du régime de l'enregistrement pour les rubriques n° 2710 et n° 2713 ;

**Vu** le décret du 20 juillet 2022 nommant M. Pascal BOLOT, préfet du Morbihan ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2710 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment son annexe I ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment son annexe II ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 octobre 2017 délivré à la SARL LE CUNFF-LUCAS pour l'exploitation d'une activité de stockage de déchets et dépollution des VHU (véhicules hors d'usage) au lieu-dit Bonvallon – 56150 GUÉNIN ;

**Vu** les modifications notables portées le 23 avril 2024 à la connaissance du préfet du Morbihan par la SARL LE CUNFF-LUCAS, relative à la construction d'une extension de 118 m<sup>2</sup> dans le prolongement d'un bâtiment existant au sein de l'emprise de son établissement situé à GUENIN ;

**Vu** le rapport du 28 juin 2024 de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

**Vu** le courrier du 1<sup>er</sup> juillet 2024 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

**Vu** la réponse de l'exploitant sur le projet d'arrêté par courriel du 4 juillet 2024 ;

**Considérant** que l'activité de collecte de déchets non dangereux est antérieure au 1<sup>er</sup> juillet 2018, l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 lui est applicable ;

**Considérant** que l'installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712, est antérieure au 1<sup>er</sup> juillet 2018, l'annexe II de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 lui est applicable ;

**Considérant** que le projet de modification sollicité le 23 avril 2024 par la SARL LE CUNFF-LUCAS ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** néanmoins l'évolution du classement des rubriques n° 2710 et n° 2713 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, il y a lieu de mettre à jour la situation administrative de l'établissement, en modifiant le tableau de classement et en prescrivant les dispositions des arrêtés ministériels qui s'y réfèrent ;

**Considérant** que la nature et l'ampleur des modifications sollicitées ne rendent pas nécessaires de solliciter l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

## ARRETE

### ARTICLE 1<sup>er</sup> – IDENTIFICATION

La SARL LE CUNFF-LUCAS, dont le siège social est situé au lieu-dit Bonvallon – 56150 GUÉNIN et qui est autorisée à exploiter une activité de stockage des déchets et dépollution des VHU (véhicules hors d'usage), est tenue de respecter, dans le cadre des installations portées à la connaissance du préfet du Morbihan, les dispositions des articles suivants.

### ARTICLE 2 – NATURE DES INSTALLATIONS

Le tableau de classement figurant à l'article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 octobre 2017 est remplacé par le tableau de classement suivant :

NUMÉRO DE LA RUBRIQUE	DÉSIGNATION DE LA RUBRIQUE	NATURE DES INSTALLATIONS ET VOLUME DES ACTIVITÉS	RÉGIME
2710-1	Collecte de déchets apportés par le producteur initial  1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : supérieure ou égale à 7 t	<u>Déchets dangereux</u> : batteries : 8,4 t – huiles : 0,8 t  <b>Total: 9,2 t</b>	<b>A</b>
2710-2	Collecte de déchets apportés par le producteur initial	<u>Déchets non dangereux</u> : métaux : 30 m <sup>3</sup> – ferrailles : 30 m <sup>3</sup> – DEE divers : 30 m <sup>3</sup> – plastiques : 30 m <sup>3</sup> –	<b>E</b>

NUMÉRO DE LA RUBRIQUE	DÉSIGNATION DE LA RUBRIQUE	NATURE DES INSTALLATIONS ET VOLUME DES ACTIVITÉS	RÉGIME
	2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : supérieure ou égale à 600 m <sup>3</sup>	bois classe 1 : 30 m <sup>3</sup> – bois classe 2 : 30 m <sup>3</sup> – papier/carton : 30 m <sup>3</sup> – DIB : 30 m <sup>3</sup> – gravats : 60 m <sup>3</sup> – déchets verts : 360 m <sup>3</sup> <b>Total : 660 m<sup>3</sup></b>	
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées <a href="#">aux rubriques 2710, 2711 et 2712</a> . La surface étant : supérieure ou égale à 1 000 m <sup>2</sup>	Alcôve de stockage des ferrailles : 600 m <sup>2</sup> Alcôve de stockage des métaux : 100 m <sup>2</sup> Zone de tri : 95 m <sup>2</sup> Zone de stockage des éléments en attente de cisailage : 100 m <sup>2</sup> Zone de découpe des ferrailles : 180 m <sup>2</sup> Stockage des câbles dans l'atelier : 40 m <sup>2</sup> <b>Total : 1 115 m<sup>2</sup></b>	E
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à <a href="#">l'article R.511-10 du code de l'environnement</a> , à l'exclusion des installations visées aux rubriques <a href="#">2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793</a> . La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : supérieure ou égale à 1 t	Batteries : 10 t	A

NUMÉRO DE LA RUBRIQUE	DÉSIGNATION DE LA RUBRIQUE	NATURE DES INSTALLATIONS ET VOLUME DES ACTIVITÉS	RÉGIME
2712-1	Stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant : supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup>	Zone de stockage des VHU en attente de dépollution : 100 m <sup>2</sup> Zone de dépollution des VHU, éléments issus de la déconstruction et fluides automobiles : 100 m <sup>2</sup> Zone de VHU dépollués en attente d'enlèvement du broyeur : 100 m <sup>2</sup> <b>Total : 300 m<sup>2</sup></b>	E
2711-2	Transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques Le volume susceptible d'être entreposé étant : supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	Déchets PAM : 150 m <sup>3</sup>	DC
2716-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées <a href="#">aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719</a> . Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .	Déchets verts, 2 alcôves de 210 m <sup>3</sup> <b>Total : 420 m<sup>3</sup></b>	DC
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées <a href="#">aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782 et 2971</a> . La quantité de déchets traités étant : inférieure à 10 t/j.	Cisaille pour traiter une quantité de déchets de 2 160 t/an (260 jours de travail) débit de traitement journalier : <b>8,3 t/j</b>	D
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2	GNR : 3 m <sup>3</sup> Gazole : 5 m <sup>3</sup>	NC
4718	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).	Propane, 2 bouteilles de 10 kg	NC

NUMÉRO DE LA RUBRIQUE	DÉSIGNATION DE LA RUBRIQUE	NATURE DES INSTALLATIONS ET VOLUME DES ACTIVITÉS	RÉGIME
4725	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7)	Oxygène, 2 bouteilles de 10 kg	NC

\* A : Autorisation – E : Enregistrement – DC : Déclaration avec Contrôle périodique – D : Déclaration – NC : Non Classable.

### **ARTICLE 3 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

#### **RECOURS ADMINISTRATIFS ET CONTENTIEUX**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Le présent arrêté peut être déféré au Le tribunal administratif de Rennes par voie postale ou par l'application informatique «Télerecours citoyens», accessible par le site internet [«www.telerecours.fr»](http://www.telerecours.fr) :

1°) par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Morbihan prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant cet arrêté, conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du code de l'environnement. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

### **ARTICLE 4 – PUBLICITÉ ET INFORMATION DES TIERS**

En application de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- une copie de l'arrêté est déposée en mairie de GUENIN et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de GUENIN pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de la commune précitée et adressé au préfet du Morbihan (direction départementale des territoires et de la mer) ;
- l'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le Morbihan pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **ARTICLE 5 – EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne (inspection des installations classées), et le maire de GUENIN, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le - 8 JUL. 2024

Le préfet.

Pour le préfet, par délégation,  
La secrétaire générale adjointe,

Marie WENCKER

#### **Copie du présent arrêté sera adressée à :**

- Mme la sous-préfète de Pontivy
- M. le maire de Guénin
- M. le DREAL – UD 56
- Mme la gérante de SARL LE CUNFF-LUCAS – lieu-dit Bonvallon – 56150 GUÉNIN